

LORRAINE-NORD

Profs non remplacés depuis des mois : les parents craquent

Les métiers de l'enseignement sont en crise et les élèves en paient le prix fort. En Lorraine-nord, la tension sur les remplacements de professeurs absents est particulièrement forte. Plusieurs établissements accusent des absences non compensées depuis des semaines, voire des mois.

Le ministre de l'Éducation nationale avait promis un enseignant par classe mais visiblement le compte n'y est pas. Cinq mois après la rentrée scolaire, les choses ne vont pas toujours bien dans les collèges et lycées de Lorraine-nord, où le non-remplacement des professeurs absents commence à pénaliser sérieusement les élèves. Un phénomène connu de l'Éducation nationale mais pour lequel il n'est pas toujours possible d'apporter une réponse, faute de remplaçants dans les disciplines concernées.

Localement, les exemples fleurissent. De Longwy à Courcelles-Chaussy, certain

situations frisent l'impensable. « Ne m'en parlez pas ! Il n'y a pas une semaine sans que ma fille ait un prof absent. Certains jours, elle n'a qu'une heure de cours : le reste du temps elle va en permanence sans rien avoir à faire », regrette une maman dont la fille est entrée en 6^e au collège de Guénange cette année. Père, « ma fille n'a pas eu de cours d'anglais de mi-septembre à la Toussaint. C'est une nouvelle matière ; elle part déjà sur de mauvaises bases. Et la semaine avant les vacances d'automne, pratiquement tous les profs étaient absents... » À la collègue s'ajoute le mutisme de l'administration. Au mieux, « on nous fait comprendre que c'est partout pareil. Ça devient un argument complètement banal... », poursuit notre mère de famille.

« Jusqu'à trois mois d'absence non remplacée »

Autre lieu, même ambiance : au collège Hélène-Boucher de Thionville, toutes les classes de 5^e et de 3^e ainsi que

deux classes de 4^e n'ont pas suivi de cours de physique entre le 6 octobre et la rentrée de janvier. Dans l'interval, aucune solution n'a pu être mise en place pour pallier l'absence de l'enseignant.

Ce n'est pas fini : trois classes de 5^e et deux de 4^e n'ont pas revu leur professeur de français depuis le 12 octobre. Soit plus de trois mois d'absence non remplacée ! Un collègue de l'établissement se dévoue depuis début décembre à raison d'une heure par semaine là où le programme en prévoit quatre, mais il ne peut prendre en charge qu'une seule classe. Une deuxième solution en interne a été mise en place pour une autre classe de 5^e début janvier, toujours à raison d'une heure d'enseignement de français. Une peau de chagrin.

« C'est catastrophique », se lamente une maman, dépassée par la situation. « Nos enfants accumulent les difficultés et on a l'impression que rien n'est fait. Personnellement, j'ai transformé deux heures d'aide aux devoirs que je payais à mon fils par deux heures de français, et encore, je ne sais pas si cela suffira. C'est triste, car je sais que toutes les familles ne peuvent pas se permettre de financer des cours particuliers ».

Les parents d'élèves, via l'association de l'établissement, n'ont pas sorti les banderoles ni les porte-voix. Ils ont agi de façon posée, en alertant le rectorat de la situation. Le courrier est parti le 7 décembre. Depuis, ils n'ont toujours pas eu de réponse.

Christelle FOLNY



350

C'est le nombre d'heures de cours à distance dispensés par la brigade numérique mise en place à titre expérimental par le rectorat depuis la rentrée 2022. Cinq enseignants titulaires se sont portés volontaires pour faire cours lorsque leurs collègues manquent à l'appel. Les syndicats fustigent ce système ; le rectorat évaluera sa pertinence sur plus long terme. Depuis septembre, 500 élèves seulement ont bénéficié de cours en visio-conférence, essentiellement dans les zones rurales.

Les cours de soutien explosent

Les organismes proposant des cours de soutien scolaire observent parfaitement cette difficulté de plus en plus saillante de remplacer les professeurs absents. À Thionville, Jérôme Chané et son entreprise Scol'avenir récupèrent à regret les familles désemparées. « Cela crée des inégalités que je déplore [...] Notre métier est d'aider les élèves à surmonter des difficultés, pas à leur restituer le programme de tout un trimestre voire plus », dit-il. Au demeurant, c'est davantage l'année suivant celle où il y a eu interruption de parcours pédagogique que les difficultés se posent. « Quand vous passez en classe supérieure mais que vous n'avez pas vu les notions au programme l'année d'avant, il y a forcément des lacunes... »

QUESTIONS À

« La solution numéro un, c'est le recrutement »

Bruno Henry secrétaire académique du syndicat enseignant Snes FSU

Y a-t-il davantage de professeurs absents non remplacés cette année dans les collèges et les lycées ?

« Oui, mais je voudrais d'abord préciser une chose : les enseignants sont plutôt moins absents que la moyenne des salariés. Le problème, c'est que cela reste visible et irrite les familles, ce que je comprends. Les absences qui posent réellement problème, ce sont celles qui ne sont pas remplacées. En dessous d'un arrêt de travail de quinze jours, il n'y a pas de remplacement, or, 95 % des arrêts maladie ne dépassent pas quinze jours. »

Pourquoi les remplacements ne se font pas ?

« Dès le mois de septembre, deux tiers des établissements manquaient au moins d'un professeur, donc on a d'emblée fait appel aux remplaçants pour combler les postes vacants. On a donc commencé l'année scolaire avec un réservoir asséché. J'ajoute que depuis 2007, on a supprimé plus de 500 postes dans les collèges et les lycées alors que les effectifs n'ont pas tant bougé que cela [...] Il y a dix ans, on comptait encore 150 titulaires sur zone de remplacement en mathématiques ; il y a trois ans, le chiffre est tombé à 48. Il ne faut pas s'étonner. »

Quelles solutions peuvent être envisagées ?

« On est dans une situation de crise. La solution numéro 1, c'est le recrutement. Il n'est pas normal que le métier n'attire plus ; cela pose la question de la rémunération, des conditions de travail, de la formation... Il faut absolument rendre le métier plus attractif. »

Que répondre aux parents dont les enfants n'ont pas cours de lettres, de sciences, de langues durant plusieurs semaines voire plusieurs mois, comme c'est le cas en Moselle-nord ?

« Ils doivent mettre le recteur face à ses responsabilités... et le politique aussi ! Je les encourage à aller trouver leurs députés et leur demander s'il est normal que l'académie perde encore 150 postes d'enseignants à la rentrée prochaine. L'école est un bien commun et ça fait vingt ans qu'on fait des économies. On en paie le résultat. »

Propos recueillis par C. F.



Photo RL